

Bureau du Président

Cellule Coordination internationale

Secrétariat de la Commission économique interministérielle

ROYAUME DE BELGIQUE
COMMISSION ECONOMIQUE INTERMINISTERIELLE

**Rapport périodique 2012 – 2013 relatif à la mise en œuvre de la décision
de la Commission européenne du 20 décembre 2011 *C(2011) 9380* dans plusieurs secteurs**

Conformément à l'article 9 de la décision de la Commission du 20 décembre 2011¹ les Etats membres établissent un rapport relatif aux services d'intérêt économique général en matière d'aides d'Etat.

Il résulte que cet exercice est délicat à réaliser dans la mesure où la connaissance des règles relatives au « paquet Altmark 2 » est inégale auprès des autorités publiques, et que la structure constitutionnelle d'un Etat fédéral comme le Royaume de Belgique impose le respect complet de l'autonomie de toutes les entités.

Dans cette optique, le rapport de la Belgique se compose des annexes des différentes entités qui ont réalisé des rapports spécifiques pour plusieurs secteurs repris dans la décision susmentionnée.

Conformément au document² déjà transmis dans le cadre des travaux du Comité européen de protection sociale (rapport à paraître en 2014), une série de commentaires généraux peuvent être formulés afin de contribuer à une meilleure compréhension des difficultés d'application du paquet « Altmark 2 », et ce en dépit des efforts déjà fournis et bienvenus de la Commission de clarifier les concepts par toute une série de documents de travail.

L'approche multi-sectorielle de la réglementation européenne rend la tâche de la coordination particulièrement peu aisée dans le domaine du financement des services d'intérêt général qui sont la plupart du temps régis par des règles spécifiques à certains secteurs et sous-secteurs.

Les commentaires suivants peuvent être formulés, sans préjudice des rapports spécifiques annexés :

- Les renvois continus de la réglementation relatives aux compensations de service public à celle des marchés publics sont particulièrement complexes à gérer déjà en termes de

¹ (C(2011) 9380) - <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2012:007:0003:0010:FR:PDF>

² Rapport sur les services sociaux d'intérêt général, contribution belge (avalisée en CEI) au Rapport du sous-groupe de travail du Comité européen de protection sociale sur l'application des règles du droit de l'Union européenne aux services sociaux d'intérêt général « *Social Protection and Internal Market Regulation: Evaluation & Perspectives on the application of EU rules to SSGI* », 2014 (à paraître).

cohérence, ensuite au vu des éléments de contexte institutionnel (exemple : notion de marché quasi absente, marchés publics peu usités pour les services sociaux, ...).

- Récemment un arrêt de la Cour de Justice³ a été rendu dans le secteur des hôpitaux en Belgique où des représentants du secteur des hôpitaux privés ont remis en cause un financement octroyé à une entité publique (hôpitaux IRIS). Il résulte à la lecture de l'arrêt que les règles édictées dans le cadre du « paquet Altmark 1 » restent difficiles à appliquer, même pour la Commission européenne.
- L'intérêt transfrontalier ou l'affectation des échanges intracommunautaires nous semble rarement mis en cause dans le secteur des services sociaux d'intérêt général. Il avait d'ailleurs été demandé dans les Conclusions du Conseil de 2010 que la Commission envisage cette question⁴ :

“Invitations to the Commission:

1. Without prejudice to the Commission's right of initiative, to further clarify, particularly through the Commission's Guide, the Interactive Information Service and, if need be, other appropriate non legislative instruments, its views on:

...

b) the concept of « certain cross-border interest » in the context of the application of the public procurement rules to social services of general interest;

c) the concept of affecting trade between Member States in the field of the application of the rules on state aids to social services of general interest of economic nature;”.

- La durée limitée de 10 ans de l'autorisation de la compensation semble être une préoccupation pointée dans plusieurs secteurs.
- Les entreprises et les autorités publiques s'interrogent aussi sur les règles de cumul entre le règlement *de minimis* de 2008 et le règlement *de minimis* SIEG. On constate également que les pouvoirs publics octroient des financements similaires mais en utilisant différents dispositifs, notamment parce que le cadre juridique a fortement évolué les dernières années. Par exemple, les entreprises d'insertion sont financées par un régime notifié en Wallonie, par le GBER en Région flamande et par les règles pour les SIEG en Région bruxelloise. Il s'agit aussi pour les autorités publiques de vraies difficultés de se conformer aux nouveaux dispositifs, notamment au moment de la révision des mesures. La complexité des règles pourraient inciter certaines autorités publiques à utiliser les nouvelles règles *de minimis* afin d'être plus certaines de respecter les règles plutôt que de mettre en place des systèmes complexes de calcul des compensations de services.
- Une des questions soulevée notamment par les autorités publiques est la notion de mandat qui reste difficile à concilier avec les législations nationales, où les réglementations d'agrément et de subventionnement sont différentes.

³ T-137/10, arrêt du Tribunal du 7 novembre 2012, Coordination bruxelloise d'institutions sociales et de santé (CBI) contre Commission européenne.

⁴ Council Conclusions «Social Services of General Interest: at the heart of the European social model», 3053rd EMPLOYMENT, SOCIAL POLICY HEALTH and CONSUMER AFFAIRS Council meeting Brussels, 6 December 2010 : http://socialsecurity.fgov.be/eu/docs/agenda/06-07_12_10_conclusions_ssgi_en.pdf

Le présent rapport est constitué des contributions suivantes :

Annexe 1 : Rapport de la Commission Communautaire française relatif aux SIEG

Annexe 2 : Rapport de la DG05 en matière sociale et de santé (Département du Service Public de Wallonie)

Annexe 3 : Contribution de l'Institut scientifique de Service Public de la Région wallonne

Annexe 4 : Fond du Logement de Wallonie

Annexe 5 : Contribution de la Société wallonne du crédit hypothécaire social

Annexe 6 : Contribution de la Société wallonne Du Logement

Annexe 7 : Contribution de la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale

Annexe 8 : Contribution du secteur des hôpitaux